

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 25 janvier 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant le règlement annexé à l'arrêté ministériel du 13 février 1970 portant règlement fixant les mesures techniques à prendre pour l'exploitation dans le transport aérien commercial des avions d'un poids total maximum autorisé égal ou supérieur à 5700 kg", a donné le 12 juin 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 25 januari 1995 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het bij het ministerieel besluit van 13 februari 1970 behorend reglement houdende reglement waarbij de technische maatregelen worden vastgesteld die moeten genomen worden voor de exploitatie van de vliegtuigen in het handelsluchtvervoer met een hoogst toegelaten totaalgewicht van 5700 kg en meer", heeft op 12 juni 1995 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

*

*

OBSERVATION PREALABLE.

L'article 38 de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale, approuvée par la loi du 30 avril 1947, dispose comme suit :

"Dérogation aux normes et aux procédures internationales.

Tout Etat qui estime ne pouvoir se conformer en tous points à l'une quelconque de ces normes ou procédures internationales, ou mettre ses propres règlements ou pratiques en complet accord avec une norme ou procédure internationale amendée, ou qui juge nécessaire d'adopter des règles ou des pratiques différant sur point quelconque de celles qui sont établies par une norme internationale, notifie immédiatement à l'Organisation de l'Aviation civile internationale les différences entre ses propres pratiques et celles qui

.../...

sont établies par la norme internationale. Dans le cas d'amendements à des normes internationales, tout Etat qui n'apporte pas à ses propres règlements ou pratiques les amendements appropriés en avise le Conseil dans les soixante jours à compter de l'adoption de l'amendement à la norme internationale ou indique les mesures qu'il se propose de prendre. En pareil cas, le Conseil notifie immédiatement à tous les autres Etats la différence existant entre un ou plusieurs points de la norme internationale et la pratique nationale correspondante de l'Etat en question".

L'attention des auteurs du projet est attirée sur l'obligation de notifier celles des dispositions en projet qui s'écarteraient des dispositions de l'annexe 6 à ladite Convention qui présentent le caractère de normes.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Préambule.

1. Il y a lieu d'intervertir les alinéas 1er et 2.

2. A l'alinéa 4, il doit être fait état de l'ensemble des modifications qui ont été apportées à l'arrêté ministériel du 13 février 1970. L'alinéa doit être rédigé comme suit :

.../...

"Vu l'arrêté ministériel du 13 février 1970 portant règlement fixant les mesures techniques à prendre pour l'exploitation dans le transport aérien commercial des avions d'un poids total maximum autorisé égal ou supérieur à 5700 KG, modifié par l'arrêté royal du 3 mai 1991 et par les arrêtés ministériels des 15 décembre 1971, 6 octobre 1977, 26 mars 1990 et 3 mai 1991;"

Dispositif.

Article 1er.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Pour tenir compte de l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant réglementation de la sûreté de l'aviation civile, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 2. Le § 3.3.1. du règlement annexé au même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 3 mai 1991, est rétabli dans la rédaction suivante :"

.../...

Article 3.

Pour la même raison, la phrase liminaire est à rédiger comme suit :

"Art. 3. Le § 3.3.2. du règlement annexé au même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 3 mai 1991, est rétabli dans la rédaction suivante :"

Article 5.

L'article doit être omis, la section 7.8 ayant déjà été abrogée par l'article 57, 1^o, de l'arrêté royal du 3 mai 1991 précité.

Article 6 (devenant l'article 5).

La phrase liminaire doit être rédigée de la manière suivante :

"Art. 5. Le § 8.1.2. du règlement annexé au même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 15 décembre 1971 et 26 mars 1990, est complété comme suit :"

Article 8 (devenant l'article 7).

Cet article prévoit que "les exploitants titulaires d'une autorisation, permis ou licence d'exploitation à la date d'entrée en vigueur (de l'arrêté en projet) disposent

.../...

de cent quatre-vingt jours pour adapter leurs méthodes de formation ...".

Sa rédaction doit être revue afin de viser avec précision les dispositions de l'arrêté en projet que les exploitants dont il s'agit ne devront appliquer qu'à l'expiration de ce délai.

Le même article prévoit qu'ils disposent du même délai pour "déposer le manuel de formation prévu au présent arrêté (auprès) de l'Administration de l'Aéronautique". Ce manuel fait l'objet de la section supplémentaire 8.6. (article 7 du projet); il est également visé au paragraphe 8.1.2. r) (article 6 du projet) et sera, par conséquent, intégré dans le manuel d'exploitation.

Or, un exemplaire de ce document et de tous ses amendements doit, en vertu du paragraphe 8.1.1. du règlement annexé à l'arrêté ministériel du 13 février 1970, être remis au directeur général de l'administration de l'aéronautique.

Il serait dès lors sans doute préférable d'octroyer le délai prévu par l'article examiné, de manière plus générale, pour la remise à ce fonctionnaire d'un exemplaire des amendements au manuel d'exploitation que l'article 6 du projet, devenant l'article 5, requiert.

.../...

Observations finales.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de minister in aanmerking kan nemen als hij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Artikel 38 van het Verdrag van Chicago van 7 december 1944 betreffende de Internationale Burgerlijke Luchtvaart, goedgekeurd bij de wet van 30 april 1947, bepaalt :

"Dérogation aux normes et aux procédures internationales.

Tout Etat qui estime ne pouvoir se conformer en tous points à l'une quelconque de ces normes ou procédures internationales, ou mettre ses propres règlements ou pratiques en complet accord avec une norme ou procédure internationale amendée, ou qui juge nécessaire d'adopter des règles ou des pratiques différant sur point quelconque de celles qui sont établies par une norme internationale, notifie immédiatement à l'Organisation de l'Aviation civile internationale les différences entre ses propres pratiques et celles qui

.../...

sont établies par la norme internationale. Dans le cas d'amendements à des normes internationales, tout Etat qui n'apporte pas à ses propres règlements ou pratiques les amendements appropriés en avise le Conseil dans les soixante jours à compter de l'adoption de l'amendement à la norme internationale ou indique les mesures qu'il se propose de prendre. En pareil cas, le Conseil notifie immédiatement à tous les autres Etats la différence existant entre un ou plusieurs points de la norme internationale et la pratique nationale correspondante de l'Etat en question".

De aandacht van de stellers van het ontwerp wordt gevestigd op de verplichting om kennis te geven van die ontworpen bepalingen die zouden afwijken van de bepalingen van bijlage 6 bij het voornoemde Verdrag, die rechtsregels zijn.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het opschrift zou aldus moeten luiden :

"Ministerieel besluit tot wijziging van het reglement behorende bij het ministerieel besluit van 13 februari 1970 houdende reglement waarbij de technische maatregelen worden vastgesteld die moeten genomen worden voor de exploitatie van de vliegtuigen in het handelsluchtvervoer, met een hoogst toegelaten totaalgewicht van 5.700 kg en meer".

.../...

Aanhef.

1. De volgorde van het eerste en het tweede lid dient te worden omgekeerd.

2. In het vierde lid moeten alle wijzigingen vermeld worden die aangebracht zijn in het ministerieel besluit van 13 februari 1970. Het lid dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het ministerieel besluit van 13 februari 1970 houdende reglement waarbij de technische maatregelen worden vastgesteld die moeten genomen worden voor de exploitatie van de vliegtuigen in het handelsluchtvervoer, met een hoogst toegelaten totaalgewicht van 5.700 kg en meer, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 mei 1991 en bij de ministeriële besluiten van 15 december 1971, 6 oktober 1977, 26 maart 1990 en 3 mei 1991;".

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

In de ontworpen begripsomschrijving schrijve men :
"... apparatuur waarmee ... de vluchtomstandigheden kunnen worden nagebootst ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 2.

Teneinde rekening te houden met het koninklijk besluit van 3 mei 1991 houdende regeling van de beveiliging van de burgerluchtvaart, dient de inleidende zin als volgt te worden gesteld :

"Art. 2. Paragraaf 3.3.2. van het bij hetzelfde besluit behorende reglement, opgeheven door het koninklijk besluit van 3 mei 1991, wordt hersteld in de volgende lezing :"

Artikel 3.

Om dezelfde reden dient de inleidende zin als volgt te worden gesteld :

"Art. 3. Paragraaf 3.3.2. van het bij hetzelfde besluit behorende reglement, opgeheven door het koninklijk besluit van 3 mei 1991, wordt hersteld in de volgende lezing :"

Artikel 5.

Het artikel dient te vervallen, aangezien afdeling 7.8 reeds door artikel 57, 1^o, van het voornoemde koninklijk besluit van 3 mei 1991 opgeheven is.

.../...

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 5. Paragraaf 8.1.2. van het bij hetzelfde besluit behorende reglement, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 15 december 1971 en 26 maart 1990, wordt aangevuld als volgt :".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Dit artikel bepaalt dat "de uitbaters die houder zijn van een machtiging, exploitatievergunning of -licentie op de dag van het inwerkingtreden van (het ontworpen besluit) (...) over honderdtachtig dagen (beschikken) om hun opleidingsmethodes aan te passen ...".

De redactie van het artikel dient te worden herzien om nauwkeurig te verwijzen naar de bepalingen van het ontworpen besluit, die de exploitanten waarvan sprake pas bij het verstrijken van de termijn hoeven toe te passen.

Hetzelfde artikel bepaalt dat zij over dezelfde termijn beschikken om "het opleidingshandboek voorzien bij dit besluit neer te leggen op het Bestuur van de Luchtvaart". Dat handboek is aan de orde in de aanvullende afdeling 8.6. (artikel 7 van het ontwerp); het wordt tevens

.../...

genoemd in paragraaf 8.1.2. r) (artikel 6 van het ontwerp) en wordt derhalve opgenomen in het vluchthandboek.

Krachtens paragraaf 8.1.1. van het bij het ministerieel besluit van 13 februari 1970 behorende reglement, dient een exemplaar van dit document en van alle wijzigingen ervan bezorgd te worden aan de directeur-generaal van het bestuur der luchtvaart.

Het geniet derhalve wellicht de voorkeur om de termijn die door het onderzochte artikel wordt bepaald, meer in het algemeen toe te staan voor het aan die ambtenaar bezorgen van een exemplaar van de wijzigingen in het vluchthandboek, die voorgeschreven worden door artikel 6 van het ontwerp, dat artikel 5 wordt.

Slotopmerkingen.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is ondermaats wat het gebruik van een correcte taal betreft. Bij wijze van voorbeeld wordt op de volgende gallicismen, taalfouten of inconsequenties gewezen :

Artikel 1.

"apparatuur die toelaat" in plaats van "... waarmee".

.../...

Art. 2.het ontworpen 3.3.1.2.1.

"telkens" in plaats van "telkens als".

het ontworpen 3.3.1.2.3.

"aangeduid" in plaats van "aangewezen". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

"voor hetwelke" in plaats van "voor hetwelk" of "waarvoor".

"kursus" in plaats van "cursus".

het ontworpen 3.3.1.2.4.

"dewelke" in plaats van "welke".

"evenals" in plaats van "alook".

"co-piloot" in plaats van "copiloot"; in 3.3.1.5.3. daarentegen worden de woorden "bestuurder-instructeur" en "instructeur-boordwerktuigkundige" ten onrechte zonder verbindingsstreepje geschreven.

het ontworpen artikel 3.3.1.5.

"Het in voege treden" in plaats van "Uitvoering".

het ontworpen 3.3.1.5.1.

"bedoeld bij" in plaats van "bedoeld in".

het ontworpen 3.3.1.5.3.

"voorzien" in plaats van "voorgeschreven". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

.../...

het ontworpen 3.3.1.7.

"Eens voorbij de ... dagen" in plaats van "Wanneer de ... dagen eenmaal voorbij zijn".

het ontworpen 3.3.1.8.1.

"verreberichtgeving", dat in de woordenboeken niet voorkomt, in plaats van "telecommunicatie".

Art. 3.

het ontworpen 3.3.2.

"uitwerkselen", een gewestelijk woord voor "gevolgen".

Art. 4.

"franse" in plaats van "Franse".

Art. 6.

het ontworpen 8.1.2.ae).

"noodwendigheid" in plaats van "noodzaak".

"daaltoelating" in plaats van "toestemming tot dalen".

Art 7.

het ontworpen 8.6.1.

"onder vorm" in plaats van "in de vorm".

Ten slotte zij opgemerkt dat in verschillende bepalingen in strijd met de wetgevingstechniek de onvoltooid toekomende tijd gebruikt wordt, in plaats van de onvoltooid tegenwoordige tijd.

.../...

La chambre était composée de :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

P. GOTHOT,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. BAUWENS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. BAUWENS, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.